

## **RETOUR DE TUNISIE...**

Un séjour d'une semaine en Tunisie n'est pas suffisant pour se faire une opinion définitive sur l'ensemble des problèmes particulièrement complexes qui se posent aux organisations syndicales de ce pays.

Tout au plus, avons-nous pu faire quelques constatations d'une exceptionnelle gravité qui sont de nature beaucoup plus à indiquer une ligne de conduite qu'à définir une orientation définitive.

La classe ouvrière tunisienne est, dans son immense majorité, groupée dans l'*Union Générale des Travailleurs Tunisiens* (U.G.T.T.) qui place la lutte pour la libération nationale, au premier rang de ses préoccupations.

Le nationalisme de nos Camarades de l'U.G.T.T. ne doit pas surprendre si on veut bien tenir compte que la Tunisie se trouve dans la situation d'un pays occupé avec tout ce que cela comporte de sujétions de toutes sortes et en particulier d'entraves pour le développement du syndicalisme.

Le Résident Général, M. DE HAUTECLOQUE a, en Tunisie, exactement les mêmes prérogatives que celles que possédait un gauleiter dans les pays européens occupés par les armées hitlériennes pendant la dernière guerre.

Pratiquement il n'existe en Tunisie aucune des libertés pour lesquelles pourtant, les Tunisiens ont été invités à verser leur sang.

Les policiers français dont les procédés rappellent singulièrement ceux dont usaient la Gestapo et les S.S. (tortures, râfles dans les rues, etc. - on chuchote même que des policiers hauts placés seraient compromis dans l'assassinat de Farhat Hached) sont pratiquement les maîtres tout puissants de la Tunisie.

M. DE HAUTECLOQUE a d'ailleurs reconnu, au cours de l'entretien que nous avons eu avec lui, «le caractère arbitraire» des mesures de répression prises à rencontre des militants de l'U.G.T.T. et de néo-destours.

La seule excuse !... qu'il ait invoquée est que «*ça s'est toujours fait en Tunisie*».

La presse est soumise à une censure impitoyable. C'est ainsi que le communiqué que notre délégation a remis à la presse à l'issue de son voyage a été amputé d'une partie de son texte.

C'est dans ces conditions que nos Camarades de l'U.G.T.T. mènent leur combat et ils sont victimes de la plus implacable des répressions.

C'est par centaines que leurs militants ont été arrêtés et emprisonnés.

Les Travailleurs de Tunisie sont exploités d'autant plus féroce­ment que les grosses sociétés capitalistes qui contrôlent la quasi totalité de l'activité économique de ce pays sont toutes puissantes et ont à leur disposition un appareil policier qui jouit pratiquement de tous les pouvoirs.

On comprendra que dans cette situation et, quelle que soit les réserves qu'on puisse formuler sur le contenu du nationalisme tunisien, la solidarité avec nos Camarades de l'U.G.T.T. contre la répression dont ils sont victimes nous apparaît comme le premier de nos devoirs.

Quand la répression aura cessé et à LA CONDITION QUE NOUS N'OBEISSIONS PAS NOUS-MEMES A DES PREOCCUPA TIONS NATIONALISTES, alors, mais seulement alors, pourrons-uons exprimer à nos Camarades de l'U.G.T.T. les dangers que nous croyons pouvoir déceler dans leurs positions trop étroitement nationalistes.

A l'étape actuelle il faut parer au plus pressé.

Il faut faire front contre les mœurs fascistes qui s'instaurent en Afrique du Nord.

Il nous appartient, il nous d'abord de faire la preuve de notre internationalisme et... pas seulement en paroles.

**Alexandre HEBERT**